

qui était censé s'occuper du chômage dans le pays. Je dirai que jamais auparavant au Canada un ministre du Travail ne s'est montré plus impuissant que l'honorable député à résoudre un tel problème. Pour le récompenser d'avoir administré le ministère du Travail aussi inefficacement, on lui a confié la direction du ministère de la Défense nationale, c'est-à-dire le département qui est actuellement le plus important de l'administration. Comment le peuple canadien peut-il compter qu'un ministre du Travail qui n'a pas su administrer efficacement son département ait plus de succès dans la direction du ministère de la Défense nationale? Voilà une des raisons pour lesquelles le département de la Défense nationale est la risée de tous depuis qu'il est dirigé par le ministre actuel, comme l'avait été le ministère du Travail lorsque le même ministre en avait la direction.

Le prédécesseur du ministre actuel de la Défense nationale n'est pas sans défauts, et j'imagine que plusieurs d'entre nous sont dans le même cas. Il a été démontré dans ce Parlement que dans l'affaire de la mitrailleuse Bren, l'honorable député en question avait agi sans discernement, pour ne pas dire davantage. Le premier ministre (M. Mackenzie King) prit toutefois sa défense. Le ministre des Transports (M. Howe) en fit autant, de même que l'ancien ministre du Travail, qui est aujourd'hui ministre de la Défense nationale. Un ou deux autres de ses collègues, je ne sais plus au juste lesquels, prirent aussi sa défense. Ces ministres n'hésitèrent pas à le défendre. Pourquoi l'a-t-on abaissé à un rang inférieur? S'il avait raison pourquoi l'a-t-on fait descendre en grade? S'il avait tort, pourquoi l'a-t-on gardé dans le cabinet? Ce que je voulais dire, c'est que malgré tous ses défauts, l'ancien ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie) s'est montré plus compétent que le ministre actuel.

J'ai quelques mots à dire au sujet de l'effort de guerre du gouvernement actuel, effort auquel il est fait allusion dans le discours du trône et qu'a rappelé le premier ministre dans cette Chambre cet après-midi. Etant donné que longtemps avant la guerre l'administration actuelle avait la réputation d'un "gouvernement inerte", le peuple canadien ne pouvait s'attendre qu'il pût mener à bien notre effort de guerre. En cela, le peuple n'a pas été désappointé. Non seulement le gouvernement actuel n'a fait aucun préparatif de guerre, mais, à mon sens, il a dirigé l'effort de guerre du Canada d'une façon tout à fait indigne. Avertis comme nous l'étions depuis plus d'un an, nous n'avons levé qu'une division pour le service d'outre-mer. Il n'y avait pas assez de vêtements pour ces soldats; il

n'y avait pas assez de chaussures, ou de couvertures et il n'y avait pas non plus suffisamment de mitrailleuses. Ces gens sont allés outre-mer munis d'un équipement en grande partie insuffisant. Le seul équipement dont ils disposaient était formé de ce qu'on avait pu réunir, en fait de vêtements et de matériel dans les diverses parties du Canada. Je sais que les soldats d'un bataillon de la Colombie-Britannique portaient des sous-vêtements et des uniformes en coton. Ces gens ont traversé notre pays septentrional au milieu de décembre et ont franchi l'Atlantique dans les mêmes conditions climatiques.

Je soutiens, et dans ce cas encore je ne crains pas d'être contredit, car je tiens mes renseignements de médecins attachés à ces régiments de milice, que plusieurs de ces soldats sont malades et qu'un grand nombre ont dû entrer à l'hôpital parce que le gouvernement actuel n'avait pas fait les préparatifs nécessaires et qu'il a manqué de prévoyance.

S'il était vrai que personne n'eût prévu le danger de guerre, je ne pourrais peut-être pas faire de critique. Je constate toutefois que le premier ministre, dans ses remarques sur l'Adresse en réponse au discours du trône, de la dernière session—et je signale tout particulièrement les pages 29, 30, 31 et 32 du *hansard*—a déclaré à plusieurs reprises que, depuis cinq ans, il n'avait pensé qu'à la nécessité de préparer le pays à la guerre. Et pourtant il n'y a eu aucune préparation. S'il ne s'agissait ici d'une tragédie, quelques-uns des faits qu'on nous raconte sur l'absence de préparation seraient fort drôles. Par exemple, au début de la guerre, un général m'a écrit—je ne sais trop si je puis me rappeler les termes qu'il employa—pour m'informer que les troupes de défense contre avions n'avaient pas de canons anti-avions et que les militaires préposés aux projecteurs n'avaient pas de projecteurs. C'est ainsi que les choses se sont passées dans tout le pays. Il y a eu absence totale de préparation et il en résulte que notre effort de guerre a été jusqu'ici déplorable.

Je comptais m'étendre sur ce sujet lors du débat sur l'Adresse. Tout ce qui a été accompli en fait de préparation, nous le devons à ceux qui ont forcé le Gouvernement à agir. La question des allocations accordées aux mères de soldats n'a été réglée que ces jours derniers. Des milliers de mères veuves et d'autres personnes à charge de Canadiens qui se sont enrôlés n'ont pas obtenu du Gouvernement des allocations convenables. Un homme m'a dit qu'après quatre mois passés dans l'armée il avait été obligé, pour subvenir à ses obligations, de vendre son vieux automobile. Sa femme n'avait pas reçu l'allocation de subsistance à laquelle elle avait droit. On nous

[L'hon. M. Manion.]